



**TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES
ABATTEMENT DE 50 % EN FAVEUR DES IMMEUBLES
SITUÉS DANS UN PROJET D'INTÉRÊT GÉNÉRAL
JUSTIFIÉ PAR LA POLLUTION DE L'ENVIRONNEMENT**
(article 1388 quinquies B du code général des impôts)



L'[article 1388 quinquies B](#) du CGI prévoit sur délibération de la commune ou de l'EPCI à fiscalité propre, un abattement de 50 % de taxe foncière sur les propriétés bâties en faveur des immeubles situés dans le périmètre d'un projet d'intérêt général, justifié par la pollution de l'environnement.

La présente déclaration doit être adressée au service des impôts territorialement compétent avant le 1^{er} janvier de l'année au titre de laquelle l'abattement prend effet.

1. SITUATION DE LA PROPRIÉTÉ

Réservé à l'administration

Département : |
Commune : |
Numéro de voirie : |
Rue / lieu-dit : |

2. DÉSIGNATION DU REDEVABLE DE LA TAXE FONCIÈRE

Nom et prénom ou dénomination sociale : |
Adresse :
Code postal : Commune :
Complément d'adresse (*lieu dit, commune déléguée...*) :
Nature du droit réel exercé : |
(ex : propriétaire, indivisaire, usufruitier...)

3. ENSEMBLE DES BIENS CONCERNÉS

► **3.A.** Immeuble n° 1

Commune | | | | Section | | | n° de plan | | | | | Bâtiment | | | Entrée | | | Niveau | | |
et/ou Numéro invariant | | | | | | | | | | | | | | | (si connu)

► **3.B.** Immeuble n° 2 (si concerné)

Commune | | | | Section | | | n° de plan | | | | | Bâtiment | | | Entrée | | | Niveau | | |
et/ou Numéro invariant | | | | | | | | | | | | | | | (si connu)

Si plus de deux immeubles sont concernés, merci d'en préciser les éléments d'identification attendus aux points 3.A. et 3.B. sur papier libre joint en annexe à la présente déclaration.

4. DATE ET SIGNATURE

En signant la présente déclaration, j'atteste remplir l'ensemble des conditions pour bénéficier de l'abattement prévu à l'article 1388 quinquies B du CGI.

► **Datez et signez** : Les indications consignées sur la présente déclaration sont certifiées exactes par le soussigné.

Désignation du mandataire ⁽¹⁾ :

Votre n° de téléphone :

Votre adresse électronique :

À, le / /

Signature ⁽¹⁾ :

⁽¹⁾ Lorsque la déclaration est souscrite par une **personne mandatée** par le propriétaire, le signataire mentionne ci-dessus ses nom, qualité et adresse.

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès de la DGFIP.

La loi Essoc de 2018 généralise le principe du droit à l'erreur pour les usagers de l'administration. Les contribuables de bonne foi peuvent corriger leurs erreurs sans pénalité. Pour en savoir plus : « impots.gouv.fr / rubrique droit à l'erreur ».

